

## E-BULLETIN DE L'UIP

N°18, 31 janvier 2013

### **Inscrire la démocratie et la gouvernance démocratique au cœur du développement durable –**

La table ronde spéciale tenue par l'UIP dans la capitale libérienne, Monrovia, le 30 janvier à laquelle ont pris part un groupe de haut niveau mis en place par l'ONU et des parlementaires du monde entier, est arrivée à la conclusion que démocratie et gouvernance démocratique devaient être au cœur d'un nouvel agenda international pour le développement.

Cette table ronde a marqué une première étape importante dans l'action engagée par l'UIP pour inscrire la gouvernance démocratique au cœur des nouveaux objectifs de développement qui succéderont, après 2015, aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Cette table ronde a donné lieu à un échange de vues entre des membres du groupe de haut niveau chargé de conseiller le Secrétaire général de l'ONU sur les grands axes d'un nouvel agenda du développement et une délégation de l'UIP composée des présidents des deux chambres du Parlement libérien, d'autres éminents parlementaires libériens ainsi que de parlementaires du Bangladesh, de l'Ouganda et du Royaume-Uni.

Les participants ont rappelé que, dans chaque pays, les programmes de développement devaient susciter l'adhésion des citoyens et leur mobilisation. Les parlements pouvaient jouer un rôle clé à cet égard. Aussi sont-ils vivement encouragés à participer à [deux consultations nationales et régionales](#) que l'ONU organisera dans les prochains mois pour arrêter les nouveaux objectifs internationaux de développement.

La réunion de Monrovia a également montré que le bon fonctionnement du Parlement était essentiel pour la démocratie et la gouvernance démocratique. Il fallait donc renforcer la capacité des parlements à être représentatifs, transparents et comptables de leur action.

L'UIP défend depuis longtemps la thèse que démocratie et gouvernance démocratique sont des ingrédients indispensables à un développement fructueux et durable. Elle mettra à profit sa [128<sup>ème</sup> Assemblée](#), qui se tiendra en Equateur en mars, pour recueillir les vues de ses membres sur l'inclusion d'un objectif spécifique sur la gouvernance démocratique dans tout nouveau plan de développement applicable aux pays tant développés qu'en développement. Cette assemblée aura pour thème global la recherche de nouveaux moyens pour que le développement soit synonyme de bien-être pour tous.

L'Organisation invite par ailleurs les parlementaires à participer à un sondage en ligne appelé [My World](#) où l'on recueillera des opinions individuelles sur les priorités à assigner au développement. Toutes les réponses iront alimenter le processus officiel de définition des nouveaux objectifs de développement durable.

**Le Comité Moyen-Orient de l'UIP entreprend une mission très attendue à Gaza** - Des membres du Comité de l'UIP sur les questions relatives au Moyen-Orient se sont rendus dans la bande de Gaza le 28 janvier pour le premier volet d'une mission dans la région qui en comptera deux. Il s'agit d'évaluer l'impact socio-économique et politique du conflit, et ses répercussions sur le fonctionnement du Conseil législatif palestinien (CLP).

Les membres de la mission, conduite par Lord Judd de la Chambre des Lords britannique et à laquelle a pris part le Secrétaire général de l'UIP, Anders B. Johnsson, se sont entretenus avec des responsables onusiens et des membres du CLP pour entendre leurs vues sur la situation sécuritaire, les droits de l'homme et la situation humanitaire dans la bande de Gaza.

Le Comité souhaitait en outre faire le point sur le fonctionnement du CLP qui, depuis 2007, est en grande partie paralysé par les divisions entre les deux principaux groupes politiques palestiniens et par la rétention administrative d'un grand nombre de membres du CLP dans des prisons israéliennes.

Le deuxième volet de la mission, en Israël et en Cisjordanie cette fois, devrait avoir lieu dans les semaines qui viennent et portera sur les mêmes dossiers.

Le Comité de l'UIP sur les questions relatives au Moyen-Orient a été créé en 1987 pour suivre le processus de paix dans la région et accompagner le dialogue entre parlementaires de tous les groupes politiques des parlements israélien et palestinien et dans les pays voisins.

**L'UIP exhorte le Tchad à résoudre des cas de violations des droits de l'homme vieux de cinq ans** – L'UIP exhorte les autorités tchadiennes à n'épargner aucun effort pour traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme d'un parlementaire d'opposition. L'Organisation déplore vivement que, cinq ans après l'arrestation arbitraire et la mise en détention du parlementaire Ngarledji Yorongar, également victime de mauvais traitements, aucun progrès n'ait été enregistré dans l'identification des auteurs.

Le 3 février 2008, Yorongar et deux autres membres de l'opposition ont été agressés et arrêtés par des hommes armés lors d'une attaque rebelle sur la capitale tchadienne, N'Djamena. Les détenus ont ensuite été torturés. Le chef de l'opposition, Ibni Oumar Mahamat Saleh, arrêté au même moment, n'a pas été revu depuis.

Yorongar a réussi à s'échapper mais il a dû recevoir de lourds soins médicaux pour les blessures qui lui avaient été infligées lors de son arrestation et durant sa détention. Il a en outre survécu en mai 2011 à une tentative d'assassinat avant les élections législatives partielles.

Le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP suit ce dossier de près depuis 2008. En août 2008, une commission d'enquête nationale était arrivée à la conclusion que les forces de défense et de sécurité tchadiennes étaient impliquées dans ces enlèvements, ces arrestations et une campagne d'intimidation visant l'opposition. Malgré les assurances données par le Tchad affirmant que des enquêtes judiciaires étaient en cours, cinq ans plus tard, le cas Yorongar n'est toujours pas résolu.

**Nombre record de femmes élues à la Knesset** - Un nombre record de femmes ont été élues au Parlement israélien, la Knesset, aux élections tenues la semaine dernière. Sur les 120 sièges que compte l'Assemblée, 26 sont allés à des femmes pour cette 19<sup>ème</sup> législature du Parlement israélien, soit 21,6 pour cent des parlementaires, contre 20 pour cent dans la législature précédente. Avec ces résultats, Israël se hisse du 68<sup>ème</sup> au 62<sup>ème</sup> rang dans le classement mondial des femmes dans les parlements que tient l'UIP.